

Renault et l'automobile ont de l'avenir

L'AUTOMOBILE DANS NOTRE RÉGION C'EST :

- 16300 salariés
 - 57 entreprises
 - 85 établissements
- Renault représente 80% des emplois de la filière.
- Avec la sous-traitance (mécanique, plasturgie, textile...) c'est environ 30.000 salariés Haut-Normands qui travaillent dans la filière.
 - En 2000, le secteur représentait 15% des exportations régionales, le port du Havre étant le premier port français pour les entrées et les sorties de véhicules.
 - 7 salariés sur 10 ont plus de 40ans
 - 1 sur 3 plus de 50 ans

Le secteur automobile est vital pour la France et notre région. C'est un moteur de l'ensemble de l'industrie et de la recherche.

Le 9 février prochain M. GHOSN, président de Renault, présentera un plan triennal. Sans préjuger de la gravité de ses annonces, nous appelons à la vigilance. **La direction de Renault a en effet déjà montré la facilité avec laquelle elle supprimait les emplois, gelait les salaires, développait la flexibilité et l'intensité du travail.** Sous prétexte d'assurer l'avenir, c'est en fait le taux de profit maximum pour les actionnaires qu'elle assure.

Cette politique oppose les salariés entre eux, utilisant le chômage, la précarité, la dégradation des rémunérations et des conditions de travail comme seules variables d'ajustement. **Les salariés de Renault, comme ceux des entreprises sous-traitantes, en font les frais.**

En l'absence d'une politique industrielle ambitieuse, fondée sur le développement de l'emploi, de la formation, de la recherche, **la stratégie annoncée risque de se traduire par un séisme social non seulement chez Renault, mais dans l'ensemble de notre pays.**

Nous ne voulons pas que se reproduise dans le secteur automobile, ce qui s'est passé dans l'industrie du textile et de l'habillement. **Nous refusons de connaître de nouveaux Vilvoorde.**

Les constructeurs automobiles ont misé massivement sur l'essor des marchés financiers. Ils se sont endettés pour réaliser des opérations financières géantes. Ainsi, la fusion de Renault et de Nissan a coûté 5 milliards d'euros.

Cette gestion uniquement guidée par la rentabilité financière est intolérable. Elle joue les marchés financiers contre l'emploi, la formation, la recherche et le développement, contre l'intérêt national et européen.

Ces stratégies ont déjà mené à des impasses. Elles risquent de mettre en péril tout le secteur.

Ainsi, alors que les ressources de Renault ont été pompées vers la finance et les actionnaires, le groupe a tardé à renouveler sa gamme de modèles, conduisant à un essoufflement des ventes. Et la seule réponse de la direction c'est de reporter à 2007 la sortie de nouveaux modèles.

Avant d'être un marché, l'automobile est un besoin. C'est un produit utile, incontournable en terme de développement durable.

L'industrie automobile dans son ensemble, Renault en particulier, ont un avenir : en France, les immatriculations de voitures neuves ont progressé de 1,7% en 2005 ; 8,2 % des ménages français ont acheté une voiture. Si cette proportion passait à 11,7 % comme en Espagne cela porterait le marché national à 400 000 unités supplémentaires ».

La population et les salariés des usines normandes, les équipementiers attendent un vrai plan d'avenir et de développement. Pas un plan de récession, de rabougrissement ! Nous ne voulons pas voir l'avenir de sites et des milliers d'emplois hypothéqués par la volonté de faire un groupe mondialisé selon des critères strictement financiers.

Pour une nouvelle politique industrielle en France et en Europe favorisant la sécurisation de l'emploi, la promotion de la formation et de la recherche,

le parti communiste, ses militants, ses élus mettront tout en oeuvre pour s'opposer au déclin de l'industrie automobile et de Renault.

L'Etat, actionnaire à 15 % de Renault, doit prendre ses responsabilités face aux menaces qui pèsent sur l'entreprise. Il est possible et indispensable que d'autres logiques soient mises en oeuvre, en France et en Europe.

La direction de Renault doit mettre en oeuvre une véritable politique industrielle de développement, notamment avec la mise en place d'une gamme bon marché complète.

La plus value dégagée du travail doit permettre à Renault de renouer avec ce qui a toujours été à l'origine de ses succès, l'innovation et le social. Aujourd'hui, il s'agit de sécuriser l'emploi et la formation, de combler le retard pris sur les salaires, d'aborder les questions de conditions de travail, embauches et départs à la retraite pour les plus de 55 ans. C'est avec cette démarche que la qualité des voitures sera assurée. ■

BATTRE la droite REUSSIR à gauche

salariés de l'automobile, du papier carton, des ports, des services publics, jeunes, militants des droits de l'Homme et des libertés, militants associatifs, syndicaux et altermondialistes, élus locaux...

rassemblement avec

Marie-George BUFFET
mercredi 15 février à 18h30

halle aux toiles - Rouen

TRANSPORT INFORMATIONS : ROUEN 02.35.07.89.80 - LE HAVRE 02.35.53.10.66 -
DIEPPE : 02.35.84.10.77 - EVREUX 02.32.39.46.82

LES COMMUNISTES PROPOSENT

Une relance concertée de l'effort de recherche par :

■ l'organisation du partage des coûts et l'impulsion de larges programmes de co-production. Il s'agit de construire de nouvelles liaisons entre la recherche et la production en Europe pour l'efficacité sociale et non pour le rendement des actionnaires comme avec « les pôles de compétitivité ».

■ un programme pluriannuel en direction de l'automobile afin de mieux équiper les entreprises, de mieux former les salariés, d'organiser les coopérations entre grands donneurs d'ordre et équipementiers, tout particulièrement dans notre région.

Nous proposons des mesures sur le moyen et long terme afin de protéger et promouvoir les salariés, de construire des partenariats entre équipementiers et constructeurs, des coproductions et des coopérations en Europe.

■ Des mises en formation avec maintien des revenus à partir d'un Fonds spécial de protection et de promotion des salariés. Cela permettrait, sans chômage, de réaliser les modernisations nécessaires ou d'assurer de bons reclassements choisis avec l'expansion d'activités fondées sur les nouvelles technologies et les services notamment ceux centrés sur la mobilité (location, guidage à distance etc.).

■ La mise en place de partenariats entre constructeurs européens auxquels Renault, dont l'Etat est actionnaire, et l'Union européenne pourraient contribuer activement.

■ La stabilisation d'un pôle d'équipementiers et de sous-traitants, pour assurer une politique de qualité leur permettant de maîtriser la fiabilité de leurs produits, mais aussi de sécuriser l'emploi et de répondre aux défis écologiques.

■ L'impulsion par l'Union européenne d'une véritable politique de coopération à l'échelle du continent, pour organiser jusqu'à des coproductions au sein de l'Union européenne afin de sortir de la concurrence coupe-gorge.